

# CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL TERRITORIAL

Concernant M.....Grade .....

En qualité de.....

ENTRE la ville d'Étaples/mer représentée par le Maire M Philippe FAIT, d'une part,

ET l'association..... représentée par son Président

M....., d'autre part,

**VU :**

- la demande écrite de l'association ..... en date du.....

- la lettre de M.....en date du .....confirmant son accord d'être mis

à la disposition de l'association loi 1901.....,

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

## **ARTICLE 1 : OBJET**

Conformément aux dispositions des articles 61 et suivants de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, **la ville d'Étaples/mer** met à disposition de l'association  
.....,  
Monsieur .....

## **ARTICLE 2 : NATURE DES FONCTIONS EXERCÉES PAR LE FONCTIONNAIRE TERRITORIAL MIS A DISPOSITION**

La ville d'ETAPLES/MER met à disposition de l'association  
..... Monsieur .....en vue d'exercer les fonctions de ..... (Description précise des activités exercées),  
(Niveau hiérarchique),

### **ARTICLE 3 : DURÉE DE LA MISE A DISPOSITION**

M ..... est mis à disposition de l'association..... à compter du ..... pour une durée de 3 ans renouvelables par reconduction expresse à raison de ..... heures hebdomadaires.

(Planning horaires)

### **ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EMPLOI DU FONCTIONNAIRE MIS A DISPOSITION**

Les missions et les conditions d'emploi de M..... sont définies et organisées par l'association .....dans les conditions fixées par l'annexe N°1 de la présente convention, lieu de travail, horaires dans la limite légale, ....

La situation statutaire de M....., (avancement, autorisation de travail à temps partiel, cumul de rémunérations, congés de maladie, congés pour formation professionnelle ou syndicale, discipline, délivrance de droits à congés normaux...) est gérée par la commune dans le cadre des dispositions relevant du statut de la fonction publique territoriale.

### **ARTICLE 5 : RÉMUNÉRATION DU FONCTIONNAIRE MIS A DISPOSITION**

La ville d'Etaples/mer verse au fonctionnaire mis à disposition, la rémunération correspondant à son grade ou à son emploi d'origine (traitement de base et supplément familial ou/et indemnités le cas échéant).

L'association.....peut indemniser les frais de transport de l'agent territorial dans l'exercice de sa fonction.

### **ARTICLE 6 : MODALITÉS DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION DES ACTIVITÉS DU FONCTIONNAIRE MIS A DISPOSITION**

Un rapport sur la manière de servir de M..... est assuré chaque année calendaire par le président de l'association .....et transmis à la commune qui notera l'intéressé conformément aux dispositions arrêtées pour ses personnels.

En cas de faute disciplinaire, la commune est saisie par l'association ..... par un écrit, communiqué en recommandé avec accusé de réception, visé par l'intéressé, présentant les faits reprochés et les sanctions demandées.

La sanction s'il y a lieu, est donnée par Monsieur le Maire d'ETAPLES/MER pour être appliquée par le président de l'association .....à l'encontre de M.....

#### **ARTICLE 7 : DROITS ET OBLIGATIONS**

Les agents mis à disposition demeurent soumis aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et à la réglementation relative aux cumuls d'emplois.

#### **ARTICLE 8 : FIN DE LA MISE A DISPOSITION**

La mise à disposition peut prendre fin avant la date fixée à l'article 3 de la présente convention, à la demande :

- de la ville d'Etaples/mer
- de l'association
- ou du fonctionnaire mis à disposition.

Elle sera effective au terme d'un préavis de trois mois signifié à l'une ou l'autre des parties concernées, par un envoi recommandé avec accusé de réception.

#### **ARTICLE 9 : TRANSMISSION PRÉALABLE DE LA CONVENTION AUX FONCTIONNAIRES**

La présente convention et, le cas échéant, ses avenants, ont été transmis le.....(date)  
au fonctionnaire pour accord, avant sa signature.

#### **ARTICLE 10 : TRANSMISSION D'UN RAPPORT ANNUEL AU COMITÉ TECHNIQUE PARITAIRE**

Un rapport annuel émis de chaque organisme sera transmis au CTP compétent. Celui-ci précisera le nombre d'agents mis à disposition des associations.

#### **ARTICLE 11 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE**

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention

relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de LILLE.

Pour la ville d'Étaples/mer

Le 15/12/2020

Le Maire

Pour l'association.....

Le Président